



**APPROUVÉ**  
**Par DDTM , 13:39, 20/01/2026**

## Registre des délibérations

### Assemblée générale du 6 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le six du mois de décembre, à quatorze heures trente minutes, les membres de l'Association foncière pastorale des marais de Brouage, légalement convoqués, se sont réunis dans l'auditorium de la Halle aux vivres, 1 rue du Port à Brouage, sous la présidence de Monsieur Bernard GIRAUD, Président.

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de la séance convoquée le même jour à 14h00, l'Assemblée générale a valablement délibéré, mention faite sur la convocation.

**Nombre total des voix détenues par les membres de l'Association foncière pastorale : .... 1319**

**Nombre de voix des membres présents ou représentés : ..... 219**

**Quorum : ..... 660**

#### Secrétaire de séance :

M. Denis ROUYER est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, ce qu'il accepte.

M. ROUYER ayant quitté la séance à 16h00, Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL- BEGU assure le secrétariat de la séance dès lors jusqu'à la fin de la réunion.

#### Délibération n°AG-2025-02

##### Election complémentaire des membres suppléants du Syndicat

Vu le Code rural et de la Pêche,

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 modifiée relative aux associations syndicales de propriétaires,

Vu le décret n°2006-504 du 3 mai 2006 modifié portant application de l'ordonnance sus visée,

Vu l'arrêté préfectoral n°19EB0652 du 17/04/2019 portant constitution de l'Association foncière pastorale (AFP) autorisée des marais de Brouage,

Vu l'article 11 des Statuts de l'Association foncière pastorale annexés à l'arrêté préfectoral sus visé,

Vu le procès-verbal d'élection des membres du Syndicat en date du 09/12/2023,

Vu l'élection complémentaire de trois membres titulaires lors de l'Assemblée générale du 6 décembre 2025 suite à la vacance de trois sièges,

Considérant que deux membres suppléants ont été élus titulaires, et qu'il est donc nécessaire de pourvoir les sièges de suppléant ainsi devenu vacants,

Considérant que le vote a lieu à bulletin secret, et que la majorité absolue est requise pour être élu au premier tour, que la majorité relative est suffisante au second tour,

Attendu que chaque propriétaire, personne physique ou morale, dispose de :

- 1 voix pour une surface inférieure à 3 ha ;
- 2 voix pour une surface égale ou supérieure à 3 ha et inférieure à 10 ha ;
- 3 voix pour une surface égale ou supérieure à 10 ha et inférieure à 30 ha ;
- 4 voix pour une surface égale ou supérieure à 30 ha.

Se sont déclarés candidats :

- Madame Annie GILARDEAU
- Monsieur Vincent MICHAUD

Messieurs Cédric DOUSSIN, Loïc GACHET, Frédéric GORICHON et Alain MARTIN sont désignés comme assesseurs pour procéder au dépouillement.

**Premier tour de scrutin :**

Nombre de voix des votants : .....199  
 Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau : .....0  
 Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau : .....16  
 Nombre de suffrages exprimés : .....183  
**Majorité absolue : .....92**

**Nombre du suffrages obtenus par chaque candidat :**

- Madame Annie GILARDEAU .....122
- Monsieur Vincent MICHAUD .....183

**Proclamation des résultats**

A l'issue du premier tour de scrutin, sont élus membres suppléants du Syndicat à la majorité absolue des voix et immédiatement installés dans leur fonction :

- Madame Annie GILARDEAU
- Monsieur Vincent MICHAUD


Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,

**Le Président,  
Bernard GIRAUD**



**Les Secrétaires de séance,**

**Denis ROUYER**



**Ghislaine LE ROCHELEUIL BEGU**



Le Président certifie le caractère exécutoire de cet acte

- transmis au représentant de l'Etat le
- et affiché le

Voies et délais de recours : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse à l'issue d'un délai de 2 mois vaut refus implicite. Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Poitiers par courrier ou par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de 2 mois suivant sa publication, ou suivant la réponse de l'autorité au recours gracieux formulé, ou suivant un refus implicite au recours gracieux formulé.